

Oenotourisme

Un rapport sur l'opportunité économique du tourisme viticole vient d'être remis au gouvernement. Son coordinateur n'est autre que Paul Dubrule, cofondateur du grand groupe hôtelier Accor (Formule 1, Ibis, Novotel, Sofitel...). Le rapport propose une meilleure organisation de l'offre et admire le complexe oenotouristique «Ciudad del Vino» créé dans la Rioja, région viticole de l'Espagne. On imagine la suite...

OGM suspendus au 2^e tour

L'occupation des locaux de la coopérative Lur Berri par le «collectif anti-OGM du pays Basque» pendant 6 jours, dans les Pyrénées-Atlantiques, s'est terminée le 19 avril après qu'il ait obtenu l'engagement de la direction de ne débiter les livraisons de semences de maïs OGM qu'au lendemain du 2^e tour des élections présidentielles.

Camera des champs

La 9^e édition du festival Camera des champs se déroulera du 24 au 27 mai, à Ville-sur-Yon. La sélection 2007 propose une quinzaine de documentaires sur la terre, terre disputée, polluée ou désertée mais aussi terre revendiquée, défendue...

Programmation sur www.villesuryon.com ou au 03 83 28 58 05.

Restriction d'eau

Le ministère de l'Ecologie craint que les températures estivales du mois d'avril ne fassent grimper la consommation d'eau. Ainsi, l'irrigation pourrait démarrer plus tôt que d'habitude. Plusieurs départements ont déjà pris des mesures de restriction des usages domestiques de l'eau. 3 départements du bassin parisien ont interdit l'arrosage de jardin et pelouses, le lavage des voitures, le remplissage des piscines privées. La préfecture des Deux-Sèvres a appelé les usagers de l'eau à la «vigilance et au civisme». 11 communes des Alpes-de-Haute-Provence ont été placées en état d'alerte, avec des mesures de restriction. Une partie du Var est également en situation d'alerte à la sécheresse.

HABITAT

Un mouvement coopératif s'amorce autour de l'habitat

Réunis par Habicoop, des collectifs inventent l'habitat de demain : il sera collectif, solidaire, écologique, intergénérationnel...

À l'invitation d'Habicoop¹, une trentaine de collectifs se sont donné rendez-vous, le 21 mars dernier, dans les locaux de la Nef à Lyon pour échanger sur l'habitat groupé. Vitupérant les marchands de béton, ces expérimentateurs du secteur de l'habitat inventent des alternatives crédibles aux lotissements pavillonnaires.

En France, le mouvement est assez neuf (*Transrural* 332). Hormis les mouvements historiques, spécialisés ou protestataires, tels Habitat et Humanisme ou le DAL (Droit au Logement), très peu d'associations existent pour appuyer ce type d'initiatives hors du secteur de l'insertion.

«Des lieux de fabrique de rêves, d'utopies en marche...». C'est ainsi que Jacques Prades, chercheur au laboratoire Cerise de l'université de Toulouse Le Mirail, qualifie ces groupes et leurs organisations affiliées. Selon lui, ces initiatives «participent de ce mouvement de lutte pour le droit au logement, comme les coopératives de crédit participent du droit à l'initiative économique et les coopératives de services de proximité participent du droit au travail.» Volontariste, l'universitaire considère que ces démarches collectives ne sont pas «ce qu'il faut faire quand on n'a pas de sous pour se payer une maison individuelle. C'est au contraire le dépassement de l'individuel par la création du collectif», une manière de «repren- dre en main ce que les années 70 ont balayé : le territoire et la lutte contre l'exclusion.»

RECONSTRUIRE SUR 10 ANS DE RUINES

Les acteurs de ce manifeste pour un mouvement coopératif autour de l'habitat, conscients de leur responsabilité politique globale, connaîtront-ils l'écho mobilisateur qu'ils méritent ? L'histoire nous le dira. Pour le moment, intergénérationnelles, tendant à la mixité sociale, aux logiques participatives, voire autogestionnaires, les expériences portées par les participants sont présentées comme des moyens pour «réussir l'écologie pour tous», d'inventer «des solidarités nouvelles», de développer «une autre utilisation de l'argent public», de «travailler avec le quartier», voire de «prendre en main notre vieillesse». (lire encadré)

«Sait-on que l'Etat français a donné en cinq ans de

défiscalisation l'équivalent de dix ans de politique du logement ?», épingle Jacques Prades. Ce piètre bilan résume les options politiques des 10 dernières années. La structure du droit français n'est d'ailleurs pas prête à répondre facilement aux demandes de gestion collective du foncier et de l'immobilier. De même, le droit bancaire et les pratiques de prêts des agences ne savent pas comment faire face à des groupes qui mélangent les emprunteurs et articulent les inégales capacités contributives de leurs membres. Les collectifs d'habitants citoyens, sortant des logiques spéculatives, instituent ainsi un autre rapport à la propriété : au sein de sociétés collectives (SCI², coopérative, SCIC³...), les détenteurs d'apport en capital sont notamment solidaires des familles désargentées.

Imaginer de tels habitats collectifs contient en germe d'autres rapports sociaux, moins violents, plus coopératifs. De ces initiatives pourraient bien émerger un nouvel art de produire la maison (oïkos-...) rêvée, selon des principes et des règles d'élaboration (...nomos) réellement partagés. Une «éco-nomie» solidaire qui ne dit pas son nom.

G. L.

1. AP Habicoop, Lyon : 04.72.36.28.93 ; info@habicoop.fr.

2. Société Civile Immobilière.

3. Société Coopérative d'Intérêt Collectif.

HEP !

Les projets présentés à Lyon le 21 mars 2007 ont en commun une forte sensibilité écologique, le souci des solidarités et le respect des individualités, une mixité sociale et générationnelle, un désir de travailler en lien avec les collectivités locales et enfin la volonté farouche de lutter contre la logique de marché et la spéculation immobilière.

L'un d'entre eux interpelle. HEP ! (Habitats écologiques partagés) associe ainsi un habitat écologique, implanté près de réseaux de transport en commun pour éviter l'usage de la voiture et l'étalement urbain. Le collectif de futurs habitants mélange déjà les générations et les milieux sociaux. Le projet de quartier prévoit le partage d'équipements (voiture, congélateur, lave-linge...) et des espaces (chambre d'ami, lieux d'activité professionnelle...). Pour avancer, le collectif s'est constitué en association, dont la vie est rythmée par des groupes de travail thématiques (cahier des charges de la construction, statuts juridiques, ressources financières...) et des réunions plénières mensuelles. A suivre.

Contact : HEP ! -23, Rue Gosselet 59 000 Lille - Tel : 03.20.59.89.66 - kovacova@free.fr